

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 69

Bulletin d'information de la
Gauche Républicaine

NUMERO SPECIAL ELECTIONS PRESIDENTIELLES ET LEGISLATIVES DE 2007

ELECTIONS PRESIDENTIELLE ET LEGISLATIVES :

LA GAUCHE ANTI-LIBERALE DEVANT SES RESPONSABILITES

UN PAYSAGE POLITIQUE IRREEL

A huit mois de la présidentielle, le décor médiatique reste toujours le même. Le deuxième tour se jouerait inéluctablement entre Sarkozy et Royal. Ne nous laissons pas aveugler par cet impressionnant ballet médiatique. Ce sont toujours les mêmes vedettes qui sont sur la scène, mais dans les coulisses du quotidien, le rejet du néo-libéralisme reste majoritaire. Souvenons-nous : à quelques mois du référendum sur le projet de TCE, on nous annonçait le « oui » à plus de 55%. Les porte-parole du « non » étaient quasiment interdits d'antenne.

Aujourd'hui, le scénario est le même. Sarkozy-Royal ont tous deux voté « oui » au référendum ; ils ont certes des divergences, mais entendent conduire une politique qui s'inscrit dans la politique néo-libérale européenne soutenue par à peine 45% des Français.

Or ces deux seuls candidats monopolisent tout l'espace médiatique - singulier privilège dans un pays qui se veut un modèle de démocratie.

Cette imposture ne saurait nous abuser et doit être dénoncée avec force. Les choix des médias ne sont pas les choix des citoyens. Ce paysage politique irréel que nous dessinent les médias ne change pas la donne : l'élection présidentielle peut ouvrir la voie à une politique alternative au néo-libéralisme.

Nous sommes en effet convaincus que la gauche anti-libérale peut l'emporter. Elle est donc placée devant des responsabilités considérables. Nous souhaitons apporter notre contribution à la réflexion sur les conditions de cette victoire. Réflexion qui doit aboutir au plus vite au regard de la proximité des échéances.

LE PARTI SOCIALISTE A FAIT LE CHOIX DE L'ALTERNANCE

Le Premier Secrétaire du PS a pour sa part pleinement conscience que rien n'est joué. C'est pourquoi il se fait menaçant: « A Gauche je ne veux voir qu'une seule tête, celle de notre candidat, faute de quoi nous échouerons comme en avril 2002. » Et de ce pas, il ordonne à ses élus de refuser de parrainer d'autres candidatures que celles du PS.

Le camarade Premier secrétaire du Parti Socialiste veut ignorer l'enseignement essentiel des résultats du premier tour de la présidentielle 2002. La gauche gouvernementale, bien que présentant deux candidats

de plus, a perdu 1 500 000 voix par rapport aux élections de 1995. Ce n'est pas au profit et à cause de ses partenaires que le parti socialiste a perdu des électeurs. Cet échec a été d'abord le sien, celui de cinq années de gestion qui ont déçu de nombreux citoyens. C'est la politique menée par le gouvernement de gauche qui a été sanctionnée, en particulier dans les quartiers populaires, qui, par contre, se sont massivement prononcés pour le « non » au référendum sur le projet de TCE - un « non » majoritairement de gauche.

Certains socialistes ont pris acte des raisons de la défaite de 2002. Cela les a conduit à mener campagne pour le « non » trois ans plus tard. La direction du parti socialiste a fait campagne pour le « oui », et avec ardeur. Elle a donc été une nouvelle foi sanctionnée. On aurait pu espérer que la direction du PS tienne compte de ce refus massif des politiques néo-libérales exprimées par les citoyens. Force est de constater qu'au delà de quelques louables corrections

(nationalisation d'EDF, par exemple), le projet socialiste ne vise pas à construire une alternative au néo-libéralisme.

Enfin l'engouement de nombre de personnalités du PS pour la candidature de la très médiatique Ségolène Royal, qui a fait du libéral-social Tony Blair son modèle, signifie bien que le PS s'apprête à aborder l'élection présidentielle pour jouer l'alternance à la droite que l'on croit affaiblie par l'exercice du pouvoir.

A GAUCHE : UN PARTI SOCIALISTE ENCORE MAJORITAIRE ELECTORALEMENT MAIS MINORITAIRE AU NIVEAU DES IDEES

Les positions politiques du PS rendent très difficile les relations au sein de la gauche. Certes, ces divergences n'ont pas empêché les mobilisations unitaires contre la politique de la droite. Ainsi, toutes les organisations politiques de gauche qui ont fait campagne pour le « non », y compris la LCR, ont mené campagne avec le PS et d'autres formations de gauche contre le CPE. Par ailleurs, comme nous le rappelions, de nombreux socialistes et non des moindres ont fortement contribué à la victoire du « non » aux politiques néo-libérales européennes.

Il était donc inévitable que la question de la place du Parti Socialiste dans la construction d'une politique alternative au néo-libéralisme fasse débat. Très vite la direction de la LCR a fait savoir qu'elle n'envisageait pas d'alliance gouvernementale ou parlementaire avec le PS. Cette position de principe semble considérer que la gauche anti-libérale a pour seul choix d'être ou ne pas être une force d'appoint du Parti Socialiste. Fort heureusement, le collectif unitaire de la gauche anti-libérale, auquel participent la Gauche Républicaine, MARS, le PCF et d'autres formations, aborde cette question avec une approche plus combative et plus optimiste. Il a rappelé que pour toutes élections nationales le désistement républicain à gauche était automatique, mais en précisant qu'il ne participerait pas à un gouvernement dominé par le social-libéralisme.

Dans les conditions actuelles, au vu des positions politiques de la direction du PS, il ne serait donc guère possible pour la gauche anti-libérale de participer à un gouvernement dominé par les socialistes. Cette domination du Parti Socialiste est-elle irréversible? Assurément pas. **Toutes les études d'opinion qui portent sur les attentes des citoyens indiquent**

que le peuple de gauche, dans une large majorité, souhaite une politique en rupture avec la logique libérale. C'est dire si les idées portées par le Parti Socialiste sont minoritaires à gauche alors que ce parti apparaît encore comme majoritaire électoralement. Il est temps, il est possible d'inverser le rapport de forces.

C'est par résignation et non par **utilité** que les femmes et les hommes de Gauche votent majoritairement pour un Parti Socialiste qui s'est révélé incapable, au cours de ses vingt années d'exercice du pouvoir, de tenir sa promesse de « changer la vie ».

Résignation mais aussi dépit de voir, jusqu'à présent, la gauche antilibérale se présenter devant les électeurs en ordre dispersé lors de scrutins fort peu démocratiques et qui rendent **inutile** le vote pour le candidat anti-libéral puisque celui-ci sera automatiquement éliminé par l'injustice de la loi électorale.

Cette gauche a été capable de se rassembler lors de la campagne pour le « non » au projet de traité constitutionnel européen. Notre union a amené de nombreux Français à s'engager sous les formes les plus diverses dans le débat et l'action citoyenne. Sans négliger les obstacles importants qui restent à surmonter, nous pouvons susciter en 2007 un mouvement de la même puissance.

Ce serait alors le PS qui devrait se poser la question de participer à un gouvernement dirigé par la gauche anti-libérale. Gageons que la réponse des socialistes serait alors loin d'être unanime, mais qu'ils seraient nombreux à s'inscrire dans cette dynamique.

UNE GAUCHE UNITAIRE ET DURABLE

Nous venons tout juste de lancer cette nouvelle dynamique. Soulignons cependant l'importance de l'adoption par les collectifs du 29 Mai (républicains de gauche, communistes, alternatifs, Attac, mais aussi des socialistes, des verts, des militants syndicalistes et des mouvements de solidarité) d'une charte pour une alternative au libéralisme. Nous considérons qu'il s'agit d'un point de départ en vue du programme de la gauche unitaire pour une alternative au libéralisme.

L'appel pour un rassemblement anti-libéral de gauche et à des candidatures unitaires, bien qu'ignoré par les

médias, a rencontré un écho certain. Des collectifs ouverts à tous les militants politiques, associatifs, syndicalistes ou autres qui veulent s'affronter à la domination économique, sociale et politique de la finance mondiale, pour répondre aux attentes sociales et démocratiques de notre peuple, se mettent en place dans tout le pays. Ce mouvement doit et peut s'intensifier si chaque sensibilité politique, sans taire ses divergences éventuelles, privilégie l'unité face aux forces et classes dominantes.

Cette unité doit être cimentée par l'élaboration

collective de notre programme politique. Dès que l'avant projet du collectif national sera connu en septembre, des réunions pour en débattre et l'enrichir doivent être organisées dans tous les quartiers et les villages de France. Des colloques devront se tenir dans des grandes villes sur des thèmes très spécifiques, la fiscalité par exemple, en sollicitant le concours de spécialistes les plus divers. La gauche anti-libérale se méfie à juste titre de la technocratie. Ce qui est en cause, c'est la prétendue neutralité de certains experts, encensés par les médias alors qu'ils ont pour « mérite » essentiel de considérer que les critères de toute rationalité sont déterminés par les marchés financiers. Mais un très grand nombre d'experts veulent utiliser leur savoir faire dans leur domaine de compétence pour travailler à des propositions visant à satisfaire les besoins humains. Ceux-ci sont rarement médiatisés. Leur contribution dans certains domaines complexes renforcera notre crédibilité et nous sera fort utile à condition que la décision finale soit prise collectivement.

Nous voulons un programme pour gouverner dans la durée. Nous savons que socialement tout est à reconstruire : le système de retraites, la sécurité sociale, les services publics ; ou à construire, comme

la sécurité professionnelle. Tous ces chantiers et bien d'autres, même s'ils sont engagés avec vigueur, demanderont du temps, des années pour aboutir, dans un monde dominé par la finance et donc profondément hostile.

Ce sont des dizaines de milliers de citoyens qui doivent contribuer à définir ce programme et ainsi se l'approprier. S'il en est ainsi, nous créerons une situation politique nouvelle.

Pour le référendum sur le TCE, c'est une majorité de l'électorat de Gauche, soit le quart de l'électorat, qui s'est prononcée pour le « non ». Nous devons (Gauche Républicaine, MARS, PCF, Alternatifs, Alternative citoyenne et LCR si elle le souhaite, ainsi que les mouvements et militants socialistes, écologistes, altermondialistes, syndicalistes et des militants des mouvements de solidarité) avoir pour ambition de rassembler, aux législatives et à la présidentielle, sur notre programme, cette majorité de la gauche dans toute sa diversité (tant au niveau des électeurs que des militants, en multipliant les collectifs), sans le PS, avec qui nous devons cependant poursuivre le débat sur le contenu du changement.

NOTRE CANDIDAT(E) C'EST LA SIXIEME REPUBLIQUE

La construction de cette dynamique unitaire se heurte aux approches divergentes concernant la désignation de notre candidat(e) à l'élection présidentielle. Toute la gauche anti-libérale dénonce avec force le caractère inique, désuet, monarchique de la 5^e République. L'élection du Président de la République au suffrage universel, loin d'avoir rapproché le citoyen de la décision politique, l'en a éloigné. Or décider politiquement, c'est pour l'essentiel voter la loi.

La loi c'est la règle commune, à laquelle les citoyens obéissent parce qu'elle est la même pour tous sans distinctions et qu'ils en sont les auteurs. La loi doit avoir pour seule source la volonté générale. Ce fondement de la République est aujourd'hui bafoué. La loi, dans la 5^e République, est devenue d'abord l'expression d'une volonté particulière, celle du Président de la République, qui, même s'il est élu au suffrage universel, se trouve en permanence sous la pression des forces dominantes, en particulier financières. Le Parlement est devenu une chambre d'enregistrement.

Face à cette réalité incontestable, certains à gauche proposent quelques inflexions institutionnelles mais refusent de remettre en cause l'élection au suffrage universel du Président, sous prétexte que les Français seraient attachés à cette élection. Arrêtons de sous-estimer les citoyens. Ils ont conscience que ce n'est pas d'une femme ou d'un homme providentiel dont ils ont besoin. Ils attendent que le peuple retrouve sa pleine souveraineté. Ils veulent que la politique et notamment les lois soient l'expression de la volonté majoritaire des citoyens. A l'évidence, cette volonté sera mieux prise en charge par une majorité parlementaire qui devra légiférer en associant les citoyens et sous leur contrôle que par la grâce d'un

Président tout puissant.

C'est pourquoi, tant pendant la campagne électorale que durant l'exercice du pouvoir, la politique alternative que propose la gauche antilibérale ne peut être portée par une seule femme ou un seul homme.

Comme nous l'avons proposé avec nos amis de MARS, comme l'a fait M-G BUFFET au nom du PCF, il convient, pour la campagne présidentielle, de mettre en place au plus vite un collectif de porte-parole où chaque membre participera à égalité de droit et de devoir.

Cette proposition de la Gauche Républicaine et de MARS s'inscrit dans une démarche politique que nous voulons rappeler.

« ...Changer les institutions devient la condition même de tout changement. Les défis lancés par la mondialisation financière ne peuvent être relevés que par la mobilisation et la participation citoyennes, portées par la volonté politique de changer les choses.

C'est donc à nous femmes et hommes de la gauche antilibérale de donner l'exemple en montrant la voie. Et d'abord en nous appliquant les principes sur lesquels repose le projet que nous proposons à la société. C'est dès l'ouverture de la campagne présidentielle que nous devons signifier notre engagement total pour changer la République. **Pour notre part notre choix est fait. Notre candidat c'est la 6^e République. Celui ou celle qui nous représentera aura donc, en cas de victoire, à œuvrer avec la nouvelle majorité parlementaire à la mise en place d'un processus constituant. La toute première étape, une révision constitutionnelle, visera à mettre l'Assemblée Nationale au coeur des pouvoirs législatif et exécutif... »**

Inévitablement, face à cet engagement, d'aucuns vont agiter le spectre de la 4^e République et le risque d'instabilité. Mais la stabilité gouvernementale peut être garantie par une norme constitutionnelle stipulant que l'exécutif ne peut être renversé par une majorité parlementaire que si celle-ci désigne par le même vote un autre gouvernement. Cette norme éviterait que des coalitions de circonstances portent atteinte à la possibilité de gouverner.

L'instabilité, nous la connaissons aujourd'hui sous la 5^e République avec un pouvoir qui n'a plus aucune crédibilité et rien ne permet de garantir qu'il n'en sera pas de même avec un nouveau Président. Pour la Gauche Républicaine, la volonté de mettre l'Assemblée Nationale au cœur des pouvoirs suppose que soit mis en place un mode de scrutin qui, tout en garantissant la représentation proportionnelle de tous les courants politiques, crée les conditions pour que les majorités politiques soient validées par les citoyens et non pas seulement par le Parlement.

« ...Cet axe premier de notre campagne relativise donc beaucoup l'importance de notre candidat dont la place dans la législature sera bien moindre que celle des candidats que nous allons proposer pour les législatives »

Ajoutons que si nous croyons à la victoire notre candidat ne devrait pas être candidat aux législatives.

«.... Enfin et pour demeurer cohérents, nous proposons que la désignation de notre candidat à l'élection présidentielle soit subordonnée à celle de nos candidats aux élections législatives.

Ces derniers devront être désignés par nos comités locaux avec le concours des organisations politiques et des formations engagées dans la campagne. Dans un second temps et selon la même méthode, nous proposons qu'une convention autour des candidats aux élections législatives choisisse notre candidat à l'élection présidentielle porteur du programme émanant de la charte antilibérale. »

UNE CAMPAGNE ELECTORALE FORTE DE NOTRE DIVERSITE ET DE NOTRE UNITE

Il nous faut donc adopter un calendrier qui sera forcément très serré. On pourrait aller jusqu'à la mi-février 2007 pour désigner les candidat(e)s aux législatives et au plus tard au 1er mars pour la (le) candidat(e) à la présidentielle. La recherche de parrainage d'élus pourrait être lancée avant qu'il ne soit désigné. Il serait sans doute l'un des derniers candidats à être connus.

Cela ne saurait être un handicap **Nous ne gagnerons pas sur la capacité de séduction de notre candidat. Notre force devrait être d'abord notre diversité et notre unité, qui s'incarneront à travers le collectif national de nos porte-parole mais aussi sur le terrain à travers nos collectifs locaux et nos candidats aux législatives.**

Notre capacité de mobilisation viendra pour l'essentiel de la crédibilité de nos propositions politiques, des réformes que nous voulons engager immédiatement et

avec vigueur même si certaines prendront plusieurs années pour être pleinement réalisées.

Elles le seront d'autant plus qu'elles auront fait l'objet de larges débats citoyens et qu'elles seront avancées à travers des dispositions concrètes : plan pour éradiquer la pauvreté et la précarité ; reconstruction de la Sécurité Sociale et du système de retraites et des services publics ; mise en place de la Sécurité Professionnelle ;

Enfin **nous gagnerons si notre langage est celui de la responsabilité.** Nous ne devons pas cacher aux citoyens que nos réformes se heurteront à de très fortes résistances de la part des forces dominantes. Elles ne nous feront pas renoncer pour autant mais **nous voulons que les citoyens soient conscients qu'elles ne seront surmontées que par leur pleine implication. C'est le contrat que nous devons leur proposer.**